

Entretien avec Ahmet Insel

# La fin de l'illusion turque

mardi 29 avril 2014, par [Ahmet Insel](#), [Allan Kaval](#)

**Économiste et politologue, Ahmet Insel enseigne à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et à l'Université de Galatasaray à Istanbul. Il est l'un des fondateurs de la maison d'édition İletişim, qui publie depuis 1992 les œuvres d'Orhan Pamuk. Il est entre autres l'auteur, avec Michel Marian, de Dialogue sur le tabou arménien (Paris, Liana Levi, 2009)**

Allan Kaval, qui a réalisé cet entretien, est journaliste indépendant.

## La lutte pour le pouvoir

### Quelle est l'histoire des relations entre l'AKP [1] et le mouvement güleniste ?

Avant d'aborder l'histoire des rapports entre ces deux entités, il est nécessaire de rappeler qu'elles sont de nature radicalement différente, bien qu'elles partagent le terreau social de l'islamisme. L'AKP, créé en 2001, est le dernier avatar du courant Milli Görüs, la « *voie nationale* » de l'islamisme turc qui a mis en avant à partir de 1969 la nécessité de participer au jeu électoral et au pouvoir par des moyens démocratiques. Le mouvement güleniste ne prône ni l'action partisane, ni la participation aux élections. Il s'agit d'un mouvement religieux fondé par Fethullah Gülen dans les années 1970, alors qu'il n'était qu'un simple imam. Le mouvement trouve son origine dans l'islam confrérique anatolien et reprend notamment à son compte les enseignements de Saïd Kurdi, un influent religieux kurde du début du XX<sup>e</sup> siècle qui a donné beaucoup d'importance à l'apprentissage conjoint du Coran et des sciences et techniques occidentales. Gülen assortit cependant cet héritage d'une dimension nationaliste, indissociable de sa dimension religieuse qui rapproche ce mouvement de l'univers idéologique de la droite nationaliste turque.

Le mouvement güleniste n'a pas d'existence légale, son organigramme est inconnu du public. Cependant, il s'est très tôt doté des moyens d'influer sur la société et les institutions par sa présence dans le monde éducatif. La confrérie s'est beaucoup investie dans la construction d'écoles et de dersbane, des cours préparatoires aux très sélectifs concours universitaires turcs qui constituent une source de financement et un vecteur d'influence efficace. La confrérie utilise en effet ces cours pour attirer dans sa zone d'influence des jeunes brillants issus de milieux défavorisés auprès desquels ils pratiquent des coûts réduits. Les jeunes ainsi pris en charge et qui doivent leur réussite à la confrérie sont ensuite dirigés vers l'administration publique, notamment vers la police et l'institution judiciaire, où ils servent de relais au mouvement. D'autres rejoignent son personnel éducatif ou entrent dans le monde des affaires. La confrérie a ainsi mis en place une nouvelle élite, présente dans des secteurs stratégiques et capable de servir ses intérêts.

La relation que vont entretenir l'AKP et la confrérie commence avec la victoire du parti islamiste aux élections de 2002. Avec 60% des sièges au Parlement, l'AKP peut former seul le gouvernement. Cependant, il ne s'était pas préparé à une victoire aussi rapide et manque de cadres. Les gülenistes vont pallier cette carence. Bien formés en Turquie et à l'étranger, ils font figure de bouée de sauvetage alors même que Gülen, qui a fui aux États-Unis en 1999, ne quitte pas son exil. La relation stratégique ainsi nouée permet au mouvement de conforter ses positions dans l'appareil d'État et notamment dans la police et la justice tandis que ses relais dans le monde des affaires tirent parti de la croissance des années 2000.

À l'extérieur, les cadres gülenistes, plus ouverts sur le monde que l'élite républicaine, servent d'avant garde à la diplomatie turque, par la construction d'écoles, de réseaux d'affaires dynamiques qui, notamment en Afrique, précèdent souvent l'ouverture d'une ambassade.

La confrérie prend progressivement le contrôle des institutions policières et judiciaires, ce qui lui permet, avec l'aval de l'AKP, de mettre en place sa propre stratégie, impliquant une offensive contre l'armée qui, jusqu'à présent, imposait sa tutelle au pouvoir civil. C'est le sens des procès Ergenekon lancés en 2008 contre un réseau d'individus liés à l'extrême droite turque, au crime organisé et à l'armée prêts à créer les conditions d'un coup d'État militaire. Bien que ce réseau soit réel, il donne à la confrérie l'occasion de décapiter l'armée et de débarrasser dans le même temps l'AKP du risque autrement éminent de coup d'État militaire et par la même occasion d'éliminer ceux qui leur résistent dans l'administration publique, les dénoncent dans les médias et empêchent leur domination dans le monde associatif.

Après cette offensive contre l'armée, la confrérie a voulu prendre le contrôle des forces de sécurité, ce que l'AKP n'a pas accepté, et ces dernières sont devenues un terrain d'affrontement entre la confrérie, qui contrôle alors la police, et le MIT, les services de renseignement extérieurs, dirigés par des proches de M. Erdoğan. Le gouvernement est sur la défensive et la confrérie passe à l'attaque. Après le massacre de Roboski au cours duquel 34 contrebandiers kurdes confondus avec des combattants du PKK [2] ont été abattus à la frontière turco-irakienne par l'aviation turque en décembre 2011, la confrérie lance une campagne accusant le MIT d'être responsable de la diffusion des fausses informations qui ont conduit au bombardement.

L'AKP et la confrérie ont également divergé sur la résolution de la question kurde. La confrérie considère comme préalable à toute réforme l'anéantissement du PKK et du mouvement politique kurde. Dans un premier temps, elle a pu rallier l'AKP à cette position et lancer les procès contre le KCK - la branche urbaine du PKK - qui ont abouti à la mise sous les verrous de milliers de cadres du mouvement, y compris d'élus locaux. Cependant, M. Erdoğan a progressivement admis l'idée qu'il était nécessaire de négocier avec le PKK et en a chargé un de ses proches, le directeur du MIT, Hakan Fidan. Il est fort probable que la confrérie ait tenté de torpiller ces négociations en prolongeant les procès KCK et en révélant au grand jour les rencontres entre M. Fidan et les responsables du mouvement kurde.

Depuis la mise en cause de M. Fidan, M. Erdoğan veut éliminer l'influence de la confrérie. C'est à cette fin qu'il a lancé un projet de fermeture des dershane. Depuis, le renversement du Premier ministre est devenu une question existentielle pour les gülenistes. C'est directement contre sa personne que les opérations anti-corruption de décembre 2013 ont été dirigées. Elles ont cependant été efficacement contrées par M. Erdoğan qui en un laps de temps très court a muté un nombre considérable de membres gênants des hiérarchies policière et judiciaire. Certains commencent maintenant à faire l'objet d'enquêtes pour utilisation frauduleuses d'archives.

Dans le même temps, le Premier ministre a repris en main la justice en supprimant les tribunaux à compétences spéciales afin de se préserver d'enquêtes de corruption. Enfin, M. Erdoğan a fait voter une loi autorisant l'autorité de régulation des communications à empêcher la publication de tout enregistrement jugée attentatoire à la vie privée des individus. Cette dernière mesure, qui parachève la forteresse juridique que le Premier ministre a bâti autour de lui, intervient après la publication sur internet le 25 janvier par les gülenistes de bandes sonores enregistrées au matin du 17 janvier, soit le jour du déclenchement des opérations anti-corruption et où l'on peut entendre M. Erdoğan intimer à son fils de faire disparaître l'argent liquide caché à son domicile. Les sommes en question semblent atteindre plusieurs millions d'euros. Dans le même temps, la confrérie diffuse un discours de plus en plus virulent au moyen de ses relais médiatiques mais également par la voix de son chef qui, depuis les États-Unis, a fait des déclarations extrêmement violentes à l'encontre du Premier ministre turc.

### **Quel pourrait être l'impact de la confrontation entre l'AKP et les gülenistes sur les élections du 30 mars ?**

Dans un tel contexte, il paraît préférable de prendre en considération l'impact des échéances électorales

sur cette crise. En effet, l'imminence des élections locales leur confère une dimension référendaire qui permettra de trancher. L'obtention par l'AKP d'un score suffisant, au moins 45%, renforcera la posture de détenteur de la légitimité démocratique que prend M. Erdoğan et lui fournira l'assise nécessaire au déclenchement d'une nouvelle offensive contre la confrérie. L'AKP table publiquement sur ce score, qui paraît d'ailleurs tout à fait probable. Pour l'électorat musulman conservateur, la chute d'un gouvernement issu de l'islam politique serait beaucoup plus grave que les faits de corruption dont ses membres sont accusés. Par ailleurs, pour un nombre considérable de citoyens turcs, la campagne menée par le mouvement güleniste s'apparente à une tentative de coup d'État et l'opinion généralement partagée est qu'un gouvernement corrompu mais issu des urnes est préférable à un gouvernement putschiste. L'opposition n'aura donc pas réellement l'occasion de tirer profit de cette situation.

D'après les dernières enquêtes d'opinion, les intentions de votes du CHP [3] n'ont pas significativement augmenté. La consigne de vote des güleniste est de voter pour n'importe quel parti sauf l'AKP ou de s'abstenir. Partant de là, on ne peut anticiper de reports de voix massifs à l'échelle nationale mais plutôt des évolutions locales liées à la personnalité des différents candidats en lice. M. Erdoğan pourrait donc se voir blanchi par les électeurs et amorcer dans la foulée une immense chasse aux sorcières, dont on peut déjà observer les prémices, contre les relais du mouvement güleniste, non seulement dans l'administration mais dans la société civile. Impliquant la criminalisation des adversaires politiques du gouvernement, cette sortie de crise se traduirait par une évolution du régime dans un sens plus autoritaire. A cet égard, le renoncement probable de l'actuel Premier ministre au poste de Président de la république ne doit pas tromper. Si les élections présidentielles d'août prochain, les premières à avoir lieu au suffrage universel en Turquie, étaient censées avant la crise servir la présidentialisation du régime, obtenir un quatrième mandat de Premier ministre permettra à M. Erdoğan de conserver sa mainmise sur la justice et la police. Si un tel scénario devait se réaliser et que l'opposition au Premier ministre en venait à remettre en cause la légitimité électorale de l'AKP par des manifestations de grande ampleur qui ne manqueront pas de se transformer en émeutes, la guerre civile symbolique qui est en cours pourrait prendre une dimension réellement violente qui replongerait la Turquie dans le chaos des années 1970, quand les groupes armés d'extrême gauche et d'extrême droite se livraient bataille en pleine rue.

Si l'AKP obtient moins de 40% des voix, ce qui est moins probable, les cadres du parti vont commencer à réfléchir à l'après Erdoğan et par effet d'entraînement, ils pourront aller jusqu'à quitter le parti en nombre suffisant pour priver le Premier ministre de sa majorité. On assisterait alors à une profonde recomposition du paysage politique turc. L'hégémonie de l'AKP étant brisée, les élections législatives de 2015 ne pourraient que déboucher sur la formation d'un gouvernement de coalition. Si ce scénario implique le retour d'une certaine instabilité politique, il est le seul à permettre une sortie de crise plus démocratique. Dans un tel contexte, la chute totale d'Erdoğan serait à envisager.

Quoi qu'il en soit, le Premier ministre restera condamné à une posture défensive. Il va passer le reste de sa vie politique à craindre l'ouverture de nouveaux dossiers, la publication de nouvelles preuves accablantes. Qu'elle soit lente, en passant par une phase « *poutinienne* », ou rapide en cas de défaite aux élections locales, la chute de M. Erdoğan est inéluctable.

L'appareil d'État turc apparaît depuis le mois de décembre comme un champ de bataille où les différents organes institutionnels se livrent un combat sans merci. Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer l'impossibilité apparente de créer des institutions neutres ?

L'idée d'une neutralité de l'État est étrangère à la culture politique turque. La République turque est depuis les origines une république militante. Bâtie par une élite militaire traumatisée par la défaite de 1918 et la chute de l'empire sous le choc des nationalités, elle s'est employée à créer de toutes pièces une société homogène et unie par l'épuration ethno-religieuse des minorités et par la construction d'une identité turque, musulmane et sunnite. Créateur de la société, l'État en est également le tuteur. Dans cette représentation politique classique du républicanisme kémaliste, la société n'existe pas par elle-même. Mais malgré cette vision du haut, les musulmans se replient sur eux-mêmes et continuent à faire vivre les relations communautaires de manière souterraine, profondément fragmentée.

Cependant, si l'État n'a jamais été neutre, il n'a pas toujours été un terrain d'affrontements entre

différents pouvoirs, notamment sous le régime du parti unique. L'introduction du multipartisme en Turquie après la Seconde Guerre mondiale a conduit à ce que l'armée se constitue en force autonome, à la fois parti politique et classe sociale, pour protéger ses intérêts, nécessairement menacés par la démocratie électorale. Son rôle surplombant dans la vie publique, qui s'est traduit par les coups d'États militaires successifs de 1960, 1971 et 1980, a conduit à restreindre considérablement l'espace politique.

Par conséquent, les différentes composantes de la société, qu'elles soient partisans ou confessionnelles, ont essayé de se placer au sein de l'appareil d'État pour se préserver. Ainsi dans les années 1970, la police était divisée en deux avec une police de gauche et une police de droite et il en allait de même pour le reste de l'administration. Le chaos des années 1990 et la guerre contre le PKK ont transformé la République en État néo-féodal où certains partis politiques, certains groupes d'intérêts, certaines confréries ont pu disposer d'espaces de pouvoir au sein des administrations publiques. L'arrivée au pouvoir de l'AKP n'a pas bouleversé cet état de fait.

Le parti islamo-conservateur d'Erdoğan a réussi à exercer une hégémonie que les autres partis ne peuvent lui disputer aujourd'hui. Le CHP, dépositaire du kémalisme, nationaliste et vaguement de gauche, est le deuxième parti de Turquie mais il ne parvient que péniblement à atteindre 25 à 30% des voix. Il ne dispose plus ni à sa gauche, ni à sa droite, d'une force d'appoint avec laquelle il serait en mesure de former une coalition. L'échiquier politique turc penche très nettement du côté conservateur. L'alternative à l'AKP ne pourra être qu'un AKP divisé et recomposé. Cependant, l'alternance est tout aussi impossible à l'intérieur du parti dans la mesure où M. Erdoğan est le seul qui a le pouvoir, par son charisme et son populisme, de contrôler et de mobiliser la base conservatrice dominante au sein de la société turque. Il est le seul à même de plaire aux classes les plus modestes et à l'élite pieuse. A ce titre, il ne faut pas négliger le fait que les clivages qui marquent actuellement la société turque sont moins d'ordre socio-économique que d'ordre culturel et l'AKP représente les affinités culturelles de la majorité de la population. Le fait qu'un parti prétendument social-démocrate comme le CHP, laïc et nationaliste, soit électoralement plus attrayant pour les couches sociales supérieures que pour les classes populaires est révélateur du brouillage des appellations de gauche et de droite quand une confrontation de type « *Kulturkampf* » domine les autres motifs de confrontation sociale.

**Certains événements survenus en janvier 2014, comme l'évocation d'une révision du procès Ergenekon ou la mise en liberté de l'ancien chef d'état major Ilker Basbuğ et d'autres militaires jusqu'à présent en détention provisoire, ont dénoté un rapprochement entre l'AKP, l'armée et les milieux nationalistes face à la confrérie. Comment peut-on expliquer ce renversement d'alliance ?**

Il faut d'abord indiquer que ce n'est pas parce que l'armée a perdu la tutelle qu'elle exerçait sur le pouvoir civil sous l'AKP que ce parti est anti-militariste. D'ailleurs, M. Erdoğan s'est toujours montré opposé à la détention et à la condamnation à perpétuité pour appartenance à une organisation terroriste de M. Basbuğ. Une hiérarchie militaire qui est perçue par M. Erdoğan et son parti comme rentrée dans le rang et soumise au gouvernement sera considérée comme l'outil répressif légitime d'un pouvoir légitime. La tradition islamiste en Turquie considère toujours l'armée comme le « *foyer du Prophète* ». Par ailleurs, l'hostilité absolue de l'armée envers la confrérie, que la hiérarchie militaire tient pour responsable des procès qui ont causé son affaiblissement irrémédiable au cours de la décennie passée, produit mécaniquement une convergence d'intérêts avec l'AKP. Pour ce qui est de la relation de l'AKP avec les milieux nationalistes, on voit en effet que la suppression des tribunaux à compétences spéciales va entraîner des conséquences troublantes comme la libération des personnes poursuivies pour l'assassinat des trois missionnaires protestants de Malatya en 2007 et in fine d'individus condamnés ou faisant l'objet d'enquête et liés comme eux aux nébuleuses d'extrême droite. Ces libérations, qui surviennent alors même que 97 membres des KCK ont vu leur demande de libération conditionnelle rejetées, montre bien que le gouvernement pratique une politique à deux poids, deux mesures qui vise à contenter sa droite.

**Quelles pourront être les conséquences économiques de la crise actuelle ?**

Cette crise politique intervient à une période où l'économie turque est fragilisée ; elle est aussi l'une des

causes de cette fragilisation. Au cours de la dernière décennie, la Turquie a fait preuve d'un dynamisme certain et a réussi son intégration à l'économie mondiale, ce qui a pu susciter l'enthousiasme des observateurs extérieurs. Cependant, le pays a considérablement pâti du déséquilibre entre son développement politique et son développement économique. L'incapacité de la classe politique à normaliser les relations entre l'État et la société, à institutionnaliser la démocratie, est un facteur d'affaiblissement qui se révèle aujourd'hui avec toute sa force. La crise politique actuelle a un impact très important car elle affecte la confiance des acteurs économiques bien plus que dans un pays normalisé du fait de la faiblesse criante de l'épargne intérieure, qui implique une dépendance de la croissance aux capitaux extérieurs et donc aux exigences de transparence et de stabilité.

## **Le mirage de la puissance régionale**

**La crise politique actuelle intervient également dans un contexte marqué par le gel apparent du processus de paix entre Ankara et le PKK. Lancé il y a à peu près un an, ce processus, qui est l'une des questions primordiales de l'agenda turc, n'a pas donné de résultats concrets. Comment expliquer cette stagnation alors même que l'ouverture des négociations était présentée comme un moment historique ?**

Le gouvernement prétend attendre les élections. Mais lesquelles ? Les élections municipales de mars ? Les présidentielles du mois d'août ? Les législatives en 2015 ? Cet argument cache mal le blocage épistémologique que partage l'AKP avec la majorité des citoyens qui s'identifient comme Turcs sur la question kurde. Pour cette majorité, les droits acquis par les Kurdes sont des droits perdus pour les Turcs. Cet état d'esprit est comparable à celui des musulmans de l'Empire ottoman lors de la promulgation du firman de 1856 disposant l'égalité devant la loi de tous les sujets du sultan sans distinction d'appartenance religieuse. Nous sommes toujours dans une société de castes. Les Turcs se considèrent comme les maîtres de cette nation en tant que locuteurs de la langue turque et que musulmans. Toute personne à laquelle il manquerait une de ces deux qualités est perçue un citoyen de seconde classe. L'AKP ne fait que suivre son électorat, ce qui explique son incapacité d'agir de manière décisive sur ce dossier.

Pourtant, depuis le début de la crise actuelle, le mouvement kurde, structuré autour du PKK, semble prendre des positions plutôt favorables au gouvernement. Considère-t-il malgré tout l'AKP comme la seule force politique à même de porter un processus de résolution ?

Absolument, et il n'a pas tort. L'AKP au pouvoir est, du fait du relatif pragmatisme de M. Erdoğan sur la question kurde, la seule force politique qui reconnaît au moins implicitement le PKK comme un interlocuteur. Malgré de profondes divergences idéologiques et une rivalité réelle en pays kurde où l'AKP et le BDP [4] sont les seuls partis représentés, collaborer avec le gouvernement est donc un moindre mal. Le CHP ne donne aucune assurance au mouvement kurde en tant que porteur alternatif d'une solution et continue à critiquer l'action du gouvernement en la matière. Le MHP [5], troisième force politique du pays, prône un nationalisme radical et sans concession et accuse l'AKP de haute trahison sur la question kurde. Une partie de l'électorat de M. Erdoğan et des sympathisants de la confrérie Gülen ne sont pas insensibles à de tels mots d'ordres.

**En Syrie, les alliés du PKK ont pris le contrôle de portions entières du territoire, dans les régions de peuplement kurde frontalières de la Turquie. En Irak la Région autonome du Kurdistan dirigée par le PDK s'éloigne de Bagdad à mesure que se noue sa relation stratégique avec Ankara. La Turquie est-elle prête à accepter la dimension transfrontalière de la question kurde ?**

Elle n'a plus le choix. Ankara ne peut d'une part reconnaître l'autonomie des Kurdes d'Irak et contribuer à leur prise d'indépendance vis-à-vis de l'État irakien en passant avec eux des contrats qui leur permettent d'exploiter et de vendre leurs propres ressources énergétiques et d'autre part nier l'existence des Kurdes de Turquie comme c'était le cas autrefois. La visite en novembre dernier de Massoud Barzani, Président du Kurdistan irakien, à Diyarbakir, que les Kurdes de tout le Moyen-Orient considèrent comme leur capitale et l'évocation à cette occasion par M. Erdoğan d'un Kurdistan irakien est révélatrice. Si le

Premier ministre turc a brisé à cette occasion un tabou pourtant constitutif de l'idéologie républicaine turque, il a aussi ouvert la voie à une utilisation du caractère transnational du fait kurde en vue de fragiliser le PKK sur ses propres terres en convoquant à ses côtés une figure nationale kurde rivale d'Abdullah Öcalan. Il est cependant trop tôt pour juger des conséquences réelles que cela pourra avoir sur la scène politique kurde de Turquie.

Le contrôle des zones kurdes de Syrie par le PYD, filiale locale du PKK, ne s'inscrit pas seulement dans le rapport de force avec l'Etat turc qu'impliquent les perspectives de négociations prochaines. Il s'agit pour le PKK d'une question existentielle. Soit le PKK se transforme en force politique légale en Turquie, abandonnant son ambition de devenir la première puissance de l'ensemble des pays kurdes, soit il se transforme en simili-Etat et devient un acteur régional, international reconnu. Et ceci est désormais dans le domaine du possible dans le Kurdistan syrien. Cette stratégie ne pouvait être envisagée il y a quatre ans mais la décomposition de la Syrie a créé une opportunité qui est devenue presque plus importante pour le PKK que l'issue du processus de paix en Turquie. Les gains potentiels sont plus grands et peuvent être obtenus sur des échéances plus courtes.

**Outre les avancées des alliés du PKK, la guerre civile syrienne a eu des répercussions sur le plan intérieur en Turquie. On a notamment assisté au cours des mois qui ont précédé la crise en cours à une certaine confessionnalisation du discours qui a pu braquer une partie importante de la communauté alévie. Est-ce toujours le cas ?**

Le problème alévi est bien plus ancien que la crise syrienne et bien plus profond. Mais en effet, le changement brutal d'attitude du gouvernement d'AKP à l'égard de Bachar el-Assad et l'appui donné aux organisations sunnites radicales anti-Baath, a accentué le clivage entre sunnites et alévis. Quand M. Erdoğan ou le Ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu menaient une politique de rapprochement spectaculaire avec le clan Assad, les Alévis turcs ne se sentaient pas concernés. C'est l'engagement ouvert du gouvernement Erdoğan aux côtés des groupes djihadistes et les crimes qu'ils ont commis envers les Alaouites qui ont aggravé le clivage entre sunnites et alévis et les dérapages verbaux de M. Erdoğan à ce sujet n'ont rien arrangé. Fondamentalement, les sunnites orthodoxes ont du mal à accepter la réalité de l'alévisme comme une branche autonome de l'islam et sont farouchement opposés à la reconnaissance des lieux de culte des alévis. Pour les sunnites, M. Erdoğan compris, cette demande de la séparation officielle des lieux de culte est schismatique et donc inacceptable.

Par ailleurs, les alévis font preuve d'une grande méfiance à l'égard d'un pouvoir de coloration ouvertement sunnite. Cette méfiance est alimentée par le souvenir des pogroms anti-alévis des années 1970 et du pogrom de Sivas au début des années 1990. Les sunnites cultivent aussi une méfiance envers les alévis, les soupçonnent d'être de mèche avec l'armée et avec les mouvances kémalistes pour fomenter des complots anti-musulmans.

Cela étant dit, plus que les conséquences intérieures du conflit syrien, c'est bien la crise politique actuelle qui risque d'aggraver les rapports confessionnels en Turquie. Les personnes tuées lors des émeutes de Gezi, dont le jeune Berkin Elvan qui a succombé à ses blessures après un long coma le 11 mars, sont en majorité de confession alévie. Très hostile au gouvernement Erdoğan, la jeunesse alévie est susceptible de se radicaliser. Cette situation ne peut d'ailleurs qu'être aggravée par une police dont les membres tendent à présent à porter leur identité islamique et sunnite en étendard et qui sont donc d'autant plus enclins à faire usage d'une violence débridée à l'encontre de manifestants alévis.

**Comment qualifier la politique syrienne de la Turquie ?**

De manière générale, la politique syrienne de la Turquie s'est soldée par un échec, car le gouvernement turc a fait preuve à la fois d'arrogance et d'incompétence. Les contestations en Syrie sont arrivées au moment où le pouvoir de M. Erdoğan était à son zénith, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, et où il se voyait comme le pôle d'attraction et d'inspiration des printemps arabes. Le Premier ministre turc a cru pouvoir jouer un rôle de régent en Syrie, en conseillant à Assad de mener une politique de réformes maîtrisée et de contrôler en même temps l'opposition des Frères musulmans. Assis

sur une confiance hypertrophiée dans leurs capacités, M. Erdoğan et M. Davutoğlu croyaient voir la Turquie devenir le centre d'un nouvel ordre politique conservateur-démocrate appuyé sur des gouvernements sunnites. Leur méconnaissance du Proche-Orient s'est avérée être analogue à celle dont a pu faire preuve l'administration Bush en Irak. Cela prouve bien qu'être musulman ne suffit pas à mieux comprendre les sociétés à dominante musulmane.

La politique baptisée « *zéro problème avec nos voisins* » a donc été un échec complet. C'est une politique *a priori* parfaitement louable. Mais son échec est dû au fait que la politique étrangère a été confiée à quelqu'un très doctrinaire. Les doctrines sont une chose et la politique en est une autre, surtout en matière diplomatique. La doctrine Davutoğlu, qui est une sorte de néo-nationalisme de la grandeur, visait à rétablir la position centrale de la Turquie au Proche Orient, dans le Caucase et dans les Balkans, non pas par la force militaire mais par un mélange d'attractivité économique, culturelle et politique. C'est en ce sens que cette politique a été qualifiée de néo-ottomane. Ce soft power turc s'est fissuré depuis le dérapage syrien, mais il faut reconnaître qu'au départ la Turquie était en parfaite harmonie sur ce sujet avec la France, la Grande-Bretagne et les USA. La Turquie n'a pas réussi à prendre le tournant qu'a représenté la montée, en Occident, de la hantise née de l'apparition des mouvements islamistes radicaux en Syrie. La fissure s'est ensuite transformée en un éclatement complet avec les événements du Parc Gezi en juin 2013, suivis de l'engagement sans réserve de la Turquie aux côtés du président Morsi et contre le coup d'État de l'armée égyptienne. Actuellement la Turquie n'a pas de relations diplomatiques avec Damas, Tel Aviv et le Caire. Aujourd'hui, nous avons besoin d'abord de retrouver un peu plus de modestie et surtout régler deux problèmes majeurs - le problème chypriote et le problème kurde - avant de nous considérer comme un modèle. Il faut aussi que la Turquie se libère du chantage de son allié azéri et rétablisse des relations diplomatiques avec l'Arménie, tout en continuant à œuvrer pour une résolution pacifique du problème du Haut-Karabagh.

## **Quelle identité pour la Turquie ?**

**La visite de M. Erdoğan à Bruxelles en janvier ainsi que ses rencontres avec François Hollande et Angela Merkel ont redonné au discours sur l'Europe une certaine place dans le débat turc. Cela traduit-il une volonté réelle de reprendre le processus d'adhésion ?**

Quand M. Erdoğan est en difficulté, il essaye de s'accrocher à la corde européenne. Mais cela n'est pas un pur opportunisme. Sa base électorale n'est pas moins pro-européenne que celle de son principal rival, le CHP. La reprise du processus d'adhésion reste un atout pour le gouvernement, notamment vis-à-vis des milieux d'affaire et de l'électorat centriste-libéral. Je ne pense pas que M. Erdoğan ait cherché le soutien, voire la bénédiction de l'UE dans son affrontement avec la confrérie Gülen. Les mesures législatives et administratives entreprises depuis le 17 décembre 2013 pour contrer les enquêtes de corruption et disperser les foyers gülenistes ou prétendus tels dans les institutions publiques n'ont pas reçu l'agrément de la Commission, ni des principales capitales européennes. M. Erdoğan n'a pas convaincu les Européens sur les derniers dispositifs qui relèvent plutôt d'un régime d'exception.

Par ailleurs, le rapport annuel de progrès sur la Turquie adopté par le Parlement européen début mars s'est fait l'écho de toutes les critiques formulées dans l'arène internationale à l'encontre de la Turquie depuis les événements de Gezi en juin dernier sur la remise en cause des libertés publiques, les exactions dont se sont rendues coupables les autorités et les pas en arrière en matière de démocratie. Le caractère modeste et mesuré des réactions gouvernementales à l'adoption de ce rapport extrêmement sévère doit cependant être noté car il y a un an, le Premier ministre aurait explosé de colère publiquement contre de telles conclusions. Le contexte international contraint en effet le gouvernement à ménager ses alliances européennes. La crise ukrainienne, qui implique une nouvelle confrontation avec la Russie pour Ankara du fait de la situation sensible des Tatars de Crimée, amène subitement la Turquie à devoir assumer et compter sur sa position de membre de l'OTAN et d'alliée des occidentaux.

**La relation de la Turquie à l'Europe ne se limite pas aux péripéties du processus d'adhésion, mais depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle à un mélange d'imitation et de rejet. Quel est votre regard sur cette**

## question ?

En effet, le rapport à l'Occident est marqué depuis deux siècles environ par cette ambivalence. Mais ceci n'est pas spécifique à la Turquie. On retrouve la même ambivalence dans le Proche Orient comme en Russie et dans les Balkans. Je pense que les Turcs doivent arrêter de se souvenir de Vienne avec cette nostalgie marquée par le regret de l'échec du dernier siège de la ville par les troupes ottomanes en 1683. De même pour les Européens, il faut qu'ils puissent dépasser leur peur atavique du Turc et oublier le siège de Vienne. J'ai été très surpris d'entendre en 2003, un commissaire européen dire au sujet de la candidature de la Turquie que l'accepter serait de rendre vaine la résistance occidentale lors du siège de Vienne. En 2011, dans un court article paru dans *Le Monde* [6], j'appelais justement les Turcs et les Européens à dépasser ce complexe. Malheureusement, le faible enthousiasme des Européens à l'idée d'accueillir la Turquie et l'avenir brouillé de l'UE rendent le débat sur l'adhésion plus compliqué qu'il y a dix ans.

**Vous l'avez indiqué, la société turque a été façonnée par l'État républicain et son identité, créée de toutes pièces. Cette entreprise a été possible grâce à la mise en place d'une histoire officielle très orientée. Le rapport de la société turque à son histoire peut-il changer ? Quel rôle joue à cet égard la question arménienne alors que nous approchons du centenaire du génocide ?**

Ce rapport change, et beaucoup plus rapidement que ce que l'on en perçoit de l'extérieur. Il y a une vraie explosion des revendications de reconnaissance des crimes subis par les victimes ou leurs descendants. Ces revendications sont portées par les Kurdes bien sûr, mais aussi par les Alévis, notamment ceux du Dersim qui se souviennent des massacres de 1938, par exemple par les Circassiens qui ont subi l'épuration ethnique orchestrée dans le Caucase par l'armée russe au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et bien évidemment par les populations chrétiennes, arméniennes mais aussi syriaques et grecques orthodoxes.

Cependant, de toutes ces revendications de reconnaissances, la plus difficile à affronter pour l'État turc reste la question arménienne du fait de son ampleur, du fait qu'il se soit agi d'une politique délibérément mise en œuvre par le gouvernement ottoman de l'époque et aussi par ses héritiers avec l'immense transfert vers les Turcs des propriétés des Arméniens déportés et massacrés. Des décennies de silence et les contre vérités inculquées aux peuples de Turquie par l'histoire officielle rendent la confrontation avec ces événements beaucoup plus difficile. Elles facilitent par ailleurs des prises de positions purement négationnistes. Mais la confrontation à la question du génocide arménien joue un rôle extrêmement important en Turquie comme libératrice du travail de mémoire. Il serait néanmoins un peu trop naïf d'attendre un changement brutal de la position de la Turquie dans moins d'un an.

**La question de l'histoire pose aussi celle de la diversité présente du monde anatolien. Au delà de la question kurde, assiste-t-on à une déconstruction de l'identité nationale turque mise en avant par l'État depuis les origines de la République ?**

Beaucoup de gens soutiennent que la « *turcité* » ne renvoie pas à une identité ethnique mais à une identité citoyenne, celle des ressortissants de la Turquie. Mais la réalité est loin de confirmer cette affirmation. Il est très difficile, après quatre-vingt-dix ans d'assimilation ethno-religieuse turco-musulmane très active, et souvent fortement répressive ou purificatrice, d'affirmer que la *turcité* n'a plus de connotation ethnique. C'est pourquoi une partie de la gauche turque réclame depuis une quarantaine d'années que la désignation de la citoyenneté soit ethniquement neutre. Elle propose ainsi que l'on utilise la désignation géographique « *citoyen de Turquie* » et non le qualificatif ethnique de « *Turc* ». D'autant plus que la République fondée en 1923 ne s'appelle pas la République turque mais la République de Turquie. Au moins dans son appellation officielle c'est mieux que la France ! Nous sommes un peuple composé en réalité de Turcs de Turquie, de Kurdes de Turquie, et d'Arméniens, de Grecs, de Juifs, d'Albanais, d'Arabes, de Circassiens, de Tcherkesses, d'Abkhazes, de Lazs de Turquie et d'autres composantes ethnolinguistiques et religieuses. L'identité citoyenne en Turquie ne peut devenir un facteur de paix sociale que si elle arrive à incorporer ces multiples identités ethno-religieuses sur un pied d'égalité.

## Sources

[Entretien avec Ahmet Insel 1/2 - La fin de l'illusion turque](#)

[Entretien avec Ahmet Insel 2/2 - La fin de l'illusion turque](#)

Revue Esprit - Ahmet Insel - Allan Kaval - vendredi 28 mars 2014

---

## Notes

[1] Parti pour la justice et le développement du Premier ministre Erdoğan

[2] Partiya Karkerên Kurdistan ou Parti des travailleurs du Kurdistan. Fondé en 1978, issu de l'extrême gauche turque d'inspiration marxiste léniniste, le PKK prône initialement l'indépendance des Kurdes de Turquie. Le PKK entre en guérilla contre l'État turc en 1984. Emaillé de trêves unilatérales et jamais respectées, le conflit qui s'en suivra fera près de 40 000 victimes. Après l'arrestation de son leader et fondateur, Abdullah Öcalan, en 1999, le PKK a abandonné ses revendications historiques pour défendre les droits collectifs des Kurdes à l'intérieur de la Turquie. La lutte armée du PKK contre l'État turc est suspendue depuis début 2013 et l'armée turque n'attaque plus les positions tenues par la guérilla.

[3] Cumhuriyet Halk Partisi ou Parti républicain du peuple. Fondé par Mustapha Kemal Atatürk en 1923 sur la base des organisations de résistance qui ont vu le jour en 1919 suite à l'intervention des puissances alliées en Anatolie, puis parti unique de 1925 à 1946, le CHP est à la fois héritier historique de l'idéologie kémaliste et, depuis les années 1970, porteur autoproclamé d'une social-démocratie turque. Actuellement divisé en une tendance nationaliste et en une tendance libérale, le CHP est dirigé par Kemal Kılıçdaroğlu.

[4] Parti pour la paix et la démocratie, branche légale et parlementaire du PKK.

[5] Milliyetçi Hareket Partisi ou Parti du mouvement national

[6] <http://abonnes.lemonde.fr/idees/art...>